

Il faut avoir un tempérament spécial pour se lancer en affaires. Il faut accepter de ne pas toucher son chèque de paie régulièrement et renoncer aux prestations d'assurance-chômage. Pourtant, des centaines de Canadiens et de Canadiennes ont choisi les affaires. Ce sont ces petits entrepreneurs indépendants qui ont renoncé à la plupart des avantages sociaux sécurisants pour tenter de réussir par leurs propres moyens. Parfois, les résultats sont enthousiasmants mais le plus souvent, l'homme d'affaires moyen ne réussit pas mieux en travaillant pour son compte qu'il ne le ferait pour un autre, en dépit des risques auxquels il s'expose. Nous le savons: la petite entreprise est le pivot du mode de vie canadien. C'est précisément pour cela que nous nous devons, en tant que législateurs, de favoriser un climat propice à ce secteur des affaires. Le gouvernement libéral actuel a fait le contraire en encourageant le secteur public à jouer un rôle sans cesse grandissant dans la société. Le fait est que le gouvernement n'a pas respecté les principes de la libre-entreprise pour ensuite reprocher au régime ses propres échecs. Alors que la modération s'imposait, le gouvernement a gonflé la masse monétaire. Alors que les restrictions économiques étaient indiquées, le gouvernement s'enorgueillissait de notre abondance et nous incitait à mener la «bonne vie». Nous payons maintenant ces erreurs. Nous connaissons un taux de chômage élevé, à cause du gouvernement actuel et non du système de libre entreprise. Aujourd'hui, il nous faut des décisions et de l'action, mais nous ne connaissons que l'indécision. Le gouvernement espère que la relance américaine nous sortira de notre récession économique; il espère que certaines des mesures positives prises dans ce pays se répercuteront sur le nôtre.

Les députés de notre parti attendent avec impatience une orientation économique et une politique globale. Nous constatons que les députés d'en face ne savent que parler de diversification économique, mais qu'ils n'ont aucun programme global permettant d'atteindre ce but. Le gouvernement n'a pas énoncé ses politiques et il ne connaît pas les conséquences économiques de ses actes. Les Canadiens veulent que les choses soient claires. Ils savent que l'on n'a rien sans rien. En fait, l'histoire de notre grand pays nous l'a bien prouvé. Mais ce qu'ils veulent et qu'ils attendent du gouvernement, c'est qu'il donne l'exemple et ouvre la voie.

A l'heure actuelle, il est utile de passer en revue le bilan des députés d'en face. Examinons pendant quelques instants ce qu'ils ont fait depuis quelques années. Ils nous ont donné des taux d'inflation et de chômage record, des déficits commerciaux et budgétaires sans précédent, des taux d'intérêt inégalés, des taux hypothécaires inouïs et des prix plus élevés que jamais. Ils ont contribué à faire du Canada l'un des pays du monde occidental qui emprunte le plus à l'étranger. Ce n'est pas du tout ce qu'ils nous avaient promis au cours de la campagne électorale de 1980. Je voudrais revenir, aux fins du compte rendu, sur ce qu'a dit le premier ministre (M. Trudeau) à Toronto le 12 janvier 1980. Il a signalé que les députés du parti libéral ne se laisseraient pas simplement écraser par la récession, mais qu'ils prendraient des mesures pour la surmonter et en sortir. Il a ajouté que son parti avait un programme économique pour les années 80 qui assurerait à tous dignité, chances égales et sécurité.

Prêts aux petites entreprises—Loi

Voyons ce qui s'est passé. En 1980, la croissance économique n'était que de 0,1 p. 100, la pire en 26 ans. Le taux de productivité est tombé de 1,5 p. 100 l'an dernier. L'inflation a grimpé en flèche depuis l'arrivée au pouvoir des Libéraux et s'élève actuellement à 12,4 p. 100, taux le plus élevé en six ans. Il n'y a jamais eu aussi peu de mises en chantier depuis treize ans. Selon les rapports de Statistique Canada, la situation économique va de mal en pis et cette détérioration semble s'aggraver continuellement. C'est d'ailleurs ce que confirme le rapport mensuel, selon lequel la demande de biens de détail et de logements, qui avait amorcé une baisse au début de l'été, continuera vraisemblablement de diminuer encore davantage, puisque le niveau d'emploi a chuté en septembre et octobre et que les taux d'intérêt sont restés à des niveaux record. Le rapport ajoute qu'à cause de la faiblesse de l'économie nationale, les entreprises étaient moins portées à investir dans l'équipement et le gros matériel. Monsieur l'Orateur, cette situation est une conséquence de la politique libérale.

● (1530)

Je compatis avec le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) (M. Lapointe) parce qu'il doit se débrouiller sans prendre appui sur une politique. Les petites entreprises commencent à s'apercevoir qu'il les abreuve de vaines paroles. Ce n'est pas le ministre que je blâme, mais plutôt le gouvernement et le premier ministre qui ont créé un ministère factice qui n'a ni le pouvoir ni le droit d'examiner les problèmes réels que connaît la petite entreprise et de proposer des solutions.

Le budget semble avoir été influencé par trois credos. Premièrement, c'est un péché pour un particulier de gagner de l'argent, deuxièmement, les administrés doivent se soumettre à des restrictions, tandis que le gouvernement lui-même peut avoir les coudées plus franches, et troisièmement, les gouvernements peuvent augmenter le fardeau fiscal de la population sans limite et sans entrave.

Pour illustrer cela, je voudrais citer l'extrait d'un document que la Fédération canadienne des entreprises indépendantes a envoyé à tous les députés à la Chambre. Ce document comporte une lettre adressée au ministre des Finances qui commence en ces termes:

Les mesures fiscales contenues dans votre budget du 12 novembre causent et continueront à causer de graves préjudices à l'économie et aux petites entreprises.

La Fédération ajoute dans sa lettre que les propositions du ministre des Finances sont plus envahissantes et que le public ne peut pas dire ce qu'il en pense. C'est exactement ce que nous demandons de ce côté-ci. Nous voulons que le public puisse participer aux discussions politiques puisque le budget n'apporte pas moins de 160 changements à la loi de l'impôt sur le revenu.

Ce document indique que le budget va empêcher les petites et moyennes entreprises connaissant une forte croissance, elles qui sont à l'origine de la création de nombreux emplois, d'accéder aux marchés de capitaux de spéculation. Il va réduire les liquidités des entreprises qui devront financer leurs immobilisations en dépit du loyer élevé de l'argent et il va également augmenter la charge fiscale des investisseurs dans les petites sociétés.